



COMPTE RENDU CHSCT DU 10 AVRIL 2015

Sous la présidence de M GAULLIER, de l'inspecteur santé et sécurité au travail (ISTT), des représentants de la DDFIP, de la secrétaire du CHSCT, des organisations syndicales : CFDT, CGT, FO, SOLDAIRES.

Après lecture de la déclaration liminaire de la CGT FINANCES PUBLIQUES 77(en pièce jointe).la direction a répondu :

- pour le matériel de bureau (« un fauteuil ergonomique par ci, un écran par là »), elle fait le maximum, les agents apprécieront ...
- pour le règlement intérieur, les principes ne sont pas remis en cause, l'article 26 n'est pas modifié.

La CGT a appelé « contre réforme », les réformes des SIE,SIP et création des PCRPs.

Pas pour la direction : télétravail et travail à distance sont mis en place, pour que les agents conservent leur résidence sans apporter la garantie que cela durera .

- pour les fermetures de Trésoreries, c'est seulement quand le Ministre l'aura annoncé » qu'il y aura déplacement de personnel.

1) Lettre de mission de la nouvelle assistante de prévention des douanes.

2) Bilans 2014

Dotation de 245 831 € :

Fonctionnement et stock : 3700 € (tapis de souris, sièges...),

Formations : 51 996,13 €,

Projets de Direction :190 116,44€

TOTAL : 245 813,56 €.

Il se dégage 17,44 € de crédits disponibles.

Les formations : 95 % des personnes formées sont satisfaites :

- Chiens agressifs :15 personnes
- Caristes : 6 personnes
- Electricité : les stagiaires désiraient un kit.Un problème a éclaté lors d'une session.
- Sécurité Incendie : avec visites des locaux avec les nouveaux arrivants.
- Extincteurs
- Guide fils, serre fils : selon la CGT leur nombre est insuffisant. Recyclage tous les 3 ans . Formation à inclure dans les dossiers personnels des agents pour un suivi en cas de mutation (existe dans les Douanes avec l'application CLAF).
- Risques routiers : centaure (conduite sur verglas...),conduite préventive .

Accidents : 43 survenus lors de mission, pendant le service, sur le trajet qui ont conduit à 635 jours d'arrêt de travail.

Pour les Douanes : soucis musculaires liés à l'exercice du métier.

Pour les autres services : chutes, agression, manutention.

Fiches de signalement : 20 uniquement à la DDFIP

Exercices d'évacuation : 84% réalisés (LA CHAPELLE LA REINE et LA FERTE SOUS JOUARRE = 0)

Une formation pour les gestionnaires de sites sera dispensée au dernier trimestre 2015 par l'inspecteur ISTT (2 jours à MELUN).

Il est à déplorer peu d'exercice fait sur MELUN alors que le bâtiment est une grosse tour à risque

3) Expérimentation SIE (information)

C'est un nouveau travail mais les agents ne bougent pas, ne changent pas de service.

Expérimental à LAGNY, SENART fonctionne déjà comme cela.

35 personnes au SIE de MELUN, 10 personnes au SIP de NEMOURS, la direction dit ne pas envisager une fusion ! ...,Si cela ne fonctionne pas, on abandonne, dit la direction.

L'équipe du SIE de NEMOURS sera rattachée fonctionnellement au SIE de MELUN.

Chaque service réalisera à distance et pour le compte de l'autre un certain nombre de missions

Les OS s'indignent sur le fait de ne rien savoir, quel tâches, quels travaux incomberont aux agents ?

Un problème est évoqué : un comptable peut-il être responsable de plusieurs sites.

Des réunions seront organisées avec les responsables de poste pour suivre l'évolution .

Suivra le même type d'organisation pour MEAUX et COULOMMIERS en début d'année 2016.

On le voit la direction ne sait pas où elle va elle veut seulement répondre à une commande de la DG qu'elle impose dans la Démarche Stratégique.

4) Projet PCR P (avis)

3 PCR P au 1er septembre 2015 :

SENART avec antenne à LAGNY

MELUN avec 2 antennes : FONTAINEBLEAU et PROVINS

MEAUX avec 2 antennes : COULOMMIERS et ROISSY.

Il est assuré le respect des métiers.

La SEINE et MARNE est pionnière, alors que les directions avaient 2 ans pour mettre en place les PCR P.,

Il n'y aura pas de prime car ce n'est pas une réorganisation.

La CGT intervient également concernant le poste d'adjoint pour les PCR P comportant plus de 20 agents. La direction répond que « l'on verra à l'usage ».

Devant le désarroi des agents pour l'affectation dans ces PCR P, la direction envisage...une réunion d'information le 16 Avril.

-A PROVINS , les agents ne veulent pas intégrer le PCR P de MELUN !

La direction précise que les agents seront affectés d'office, voir mêmedétachés, a-t-elle avoué.
Pour la campagne IR, les agents y participeront cette année uniquement.

5) Plans Annuels de Prévention

DNID :

Affaires domaniales à CROISSY BEAUBOURG, successions vacantes.
3 agents de sécurités en permanence car il y a des valeurs stockées, vidéos protection, poste incendie toute l'année, peu d'agressions physique.
Pour le DUERP, cela a été une réunion informelle cette année .

DOUANES :

Un groupe de travail a mis à jour le DUERP qui a conduit à l'élaboration du PAP.
Les problèmes recensés sont liés au travail sur écran, les risques de chute de hauteurs (site de GRANDS PUIITS avec la raffinerie), les risques chimiques, le manque d'hygiène.
156 risques ont été identifiés : gêne liée à la chaleur excessive, à l'éclairage, charges de travail importante, problème de rats .

Il n'y a pas eu de consultation des agents pour le DUERP !.

Aucune prévision chiffrée .L'assistante de douanes précise qu'elle présente le projet, s'il n'est pas retenu, il repart dans le circuit douane.

Les O.S. se sont abstenues et ont demandé de revoir la formulation .

ENFIP :

Problème de chaleur et de froid : projets de double vitrage.
Agression : l'accès de l'établissement trop facile. **Rien n'est envisagé !!**

Les O.S. se sont abstenues car la direction ne formule aucune proposition concrète.

6) Validation des projets de dépenses :

Le solde sera créditeur après validation des projets de 34 658 €.

7) Questions diverses

Les travaux de LA FERTE SOUS JOUARRE seront dispensés entre mi-juin et mi-août.
La caisse sera fermée au public durant les travaux.

Livraison de souris pour un montant de 137,40 €..

***Vos experts et mandatés CGT :
Edith BORUTA, Karine DADOUCHE, Patrice BAZIR,***



DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

La situation actuelle dans le pays est dramatique : plus de 3 500 000 chômeurs, plus de 7 millions de pauvres, des entreprises qui ferment, un gouvernement qui s'en prend de plus en plus clairement aux salariés pour faire des cadeaux pharaoniques aux entreprises dont le plus scandaleux s'effectue dans vos services et se nomme CICE comme Cet Indécemment Cadeau aux Entreprises.

Cette situation s'aggrave à un tel point que 4 Confédérations, CGT, SOLIDAIRES, FO, FSU, ont appelé à un mouvement de grève interprofessionnelle le 9 Avril, qui a été largement suivi.

Le mécontentement s'amplifie ! Salaires, emplois, conditions de travail, les sujets ne manquent pas. Quoi de plus étonnant, car que soit pour les salariés du privé, les fonctionnaires, et tous les collègues de la DGFIP, la situation se dégrade. Et parmi les principales dégradations les conditions de travail occupent une place prépondérante.

Si les questions matérielles nous préoccupent, dans tous les services les tensions ont comme origine les sous effectifs, c'est-à-dire les suppressions d'emploi que vous avez avalisés et dont vous portez la responsabilité.

De plus, vous nous expliquerez très certainement que votre budget n'est pas extensible ne serait-ce que pour fournir un fauteuil ergonomique par ci, un écran par là. Même sur des questions purement matérielles vous n'êtes pas en mesure d'être à la hauteur des enjeux.

Nous nous permettons de vous rappeler que les conditions de travail ne se limitent pas aux questions matérielles, mais concernent également les missions, et la reconnaissance du travail effectué.

La fonction publique est en lutte .

Un peu partout sur le territoire des mouvements de mécontentements, exprimés par des grèves reconductibles, des mobilisations portent sur des questions d'emploi, sur les moyens alloués au service public, comme à RADIO FRANCE.

Les agents s'unissent pour protester. La CGT FINANCES PUBLIQUES 77 les soutient.

Les libertés syndicales semblent devenir fragiles au fil du temps, mais pour la CGT FINANCES PUBLIQUES 77, elles sont fondamentales .Il est évident qu'être syndicaliste, ce n'est pas chercher la voie de la facilité : auprès de nos chefs de service, auprès de vous Monsieur le Président, mais par nos actions revendicatives, nous défendons notre droit au travail, travail que nous voulons exécuter dans les meilleures conditions possibles . La CGT FINANCES PUBLIQUES 77 est à l'écoute de tous les agents , elle a donc besoin de moyens pour assurer sa mission .

Nous vous exprimons Monsieur le Président , notre colère :

Lors de la dernière séance du CHSCT du 17 mars 2015, l'adoption du règlement intérieur a provoqué de vives réactions de la part de la **CGT FINANCES PUBLIQUES 77**, notamment au sujet de l'article 26.

En effet, en interdisant aux suppléants et aux experts de participer au groupe de travail du CHSCT, les droits syndicaux des mandatés sont remis en cause et le dialogue social s'en trouve compromis.

D'autant que vous avez reconnu, Monsieur le Président la qualité les travaux du comité réalisés en 2014. Le mécontentement a engendré le pas sur la surprise provoquée par votre changement d'attitude. Dans ces conditions, la **CGT FINANCES PUBLIQUES 77** refusera dorénavant de participer à ces groupes de travail.

La **CGT FINANCES PUBLIQUES 77** siègera uniquement aux séances plénières, en présence du Président. Ainsi, ce n'est plus 1 matinée qu'il faudra prévoir mais 2 journées Monsieur Le Président, afin de traiter tous les sujets à aborder.

Pour en revenir à ce CHSCT, la **CGT FINANCES PUBLIQUES 77** tient à formuler quelques remarques.

Le bilan 2014 fait tout d'abord état de 22 accidents de service et 19 accidents de trajet, soit 473 jours d'arrêts pour l'un et 142 pour l'autre.

Après études des causes, il ressort que les sites et leurs abords extérieurs sont insuffisamment sécurisés,

Quelles solutions, pensez-vous apporter pour y remédier ?

L'année 2014 est également marquée par des agressions, émanant des contribuables mais également de nos propres collègues. Cette situation, Monsieur Le Président, est le fruit d'une politique de suppressions d'emplois qui pèsent sur notre vie professionnelle et assombrissent nos conditions de travail.

Que comptez-vous faire, Monsieur Le Président, pour endiguer ce phénomène ?

Le bilan 2014 fait ensuite état des exercices d'évacuation et des habilitations. La **CGT FINANCES PUBLIQUES 77** déplore que tous les sites du département n'aient pas effectué ces exercices et que trop peu de personnel aient participé aux formations du CHSCT afin d'obtenir une habilitation.

La CGT FINANCES PUBLIQUES 77 se positionne enfin contre les fusions et restructurations des services, relevant de la seule logique budgétaire. Sur la seule année 2015, vous décidez de nouvelles désorganisations des services comme la fusion des SIP et SIE à MEAUX et MELUN, la création de 3 PCRPs, et l'expérimentation d'une réorganisation des SIE.

C'est à marche forcée que vous imposez non pas vos réformes, mais vos contre-réformes.

Nous nous opposons donc aux réorganisations touchant les SIE de MELUN, NEMOURS, MEAUX, COULOMMIERS et LAGNY. qui ne répondent à aucun besoin réel du point de vue du service public et qui sont porteuses de dégradation des conditions de travail des personnels.

Tout comme nous nous opposons à la création des PCRPs, car vous allez bouleverser fondamentalement les missions et surtout que les agents n'ont pas été informés et qu'aucun calendrier précis n'a été fourni à ce jour.

Alors, Monsieur le président nous vous posons 2 questions :

- que comptez-vous faire pour démontrer aux agents la reconnaissance des missions effectués
- quelle garantie allez-vous apporter aux agents en FIE et en CSP qu'ils conserveront leurs missions sans que vous surchargez le fardeau qu'ils doivent supporter chaque jour ?

Monsieur le président, nous ne sommes pas dupes ces réorganisations n'ont qu'un seul but : programmer les futures suppressions d'emplois et d'implantations !

La CGT FINANCES PUBLIQUES 77 est totalement opposée aux suppressions d'emplois : 33 dans le département pour 2015.

Les élus CGT FINANCES PUBLIQUES 77 :
Edith BORUTA , Karine DADOUCHE, Patrice BAZIR , Régis CAMERLYNCK